

Madagascar

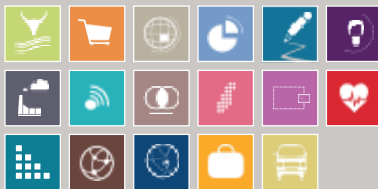


FITIAVANA - TANINDRAZANA - FANDROSOANA
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
SECRETARIAT GÉNÉRAL

Juillet 2022
Étude Nationale
Publication Trimestrielle

NOTE DE CONJONCTURE

N° 1



instat
MADAGASCAR

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES

Supervision générale		
N°	Nom et prénoms	Fonction
1	ROMALAHY Isaora Mande Zefania	Directeur Général de l'INSTAT
2	RANDRIAMBOLAMANITRA Samuel	Directeur de la comptabilité nationale et de la modélisation
Equipe de rédaction		
N°	Nom et prénoms	Fonction
1	RAMONJAMANANA Riana Navalona	Rédacteur en chef, Ingénieure Statisticienne Economiste
2	ANDRIALALAOA Marcellin	Economiste, Adjoint Technique de la Statistique
3	ANDRIANASOLO Faralahinavalona	Informaticien
4	ANDRIANIRINA Benovelo Eddy Michel	Economiste
5	ANDRIARISATA Nirina Arthur	Planificateur
6	RABEKORONANA Nivo Alexandrine	Planificateur
7	RAHARISON Jean Alain	Gestionnaire comptable
8	RAKOTONDRAA Narindra Vatosoa Iana	Economiste, Assistant Technique de la Statistique
9	RAKOTONDRAZAFY Nantenaina	Planificateur
10	RAMAROSON Anja Hanta Malala	Gestionnaire comptable
11	RAZAFINDRATSIMA Andriharinony Yvan	Mathématicien, Assistant Technique de la Statistique
12	RAZAFITSIANONANA Faniritiana Lucianna	Economiste, Adjoint Technique de la Statistique
13	SITRAKINIAINA Onisoa Manoelina	Economiste, Assistant Technique de la Statistique
Comité de relecture		
N°	Nom et prénoms	Fonction
1	DAMIEN Marc Ulrich	Ingénieur Statisticien Economiste
2	RADANIARISON Heriniaina Victories	Ingénieur Statisticien Economiste
3	RAKOTONOMENJANAHARY Jimmy Anderssen	Ingénieur des travaux statistiques
Equipe d'édition		
N°	Nom et prénoms	Fonction
1	RAVOAHANGILALAO Christian Jean Francis	Chef du Service du Marketing et des Relations Extérieures

SOMMAIRE

LISTE DES PERSONNES RESSOURCES.....	I
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	III
LISTE DES TABLEAUX	IV
LISTE DES GRAPHIQUES	IV
CONCEPT ET DEFINITION	V
VUE D'ENSEMBLE DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU PREMIER TRIMESTRE.....	1
1. INFLATION	2
2. CONSOMMATION DE PRODUITS PETROLIERS	3
3. PRODUCTION ET CONSOMMATION EN ELECTRICITE ET EN EAU	4
4. TRANSPORT	5
5. TRAVAILLEURS NOUVELLEMENT AFFILIES A LA CNAPS.....	7
6. IMMATRICULATION	8
7. FINANCES PUBLIQUES	9
8. SECTEUR MONETAIRE	11
9. COMMERCE EXTERIEUR	13
10. TOURISME	14

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

Ar	Ariary
ADEMA	Aéroports De Madagascar
BFM	Banky Foiben'I Madagasikara
CAF	Coûts Assurance Fret
CITI	Classification Internationale Type des Industries
CNaPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
DCNM	Direction de la Comptabilité Nationale et de la Modélisation
DGT	Direction Générale du Trésor
DSCVM	Direction des Statistiques Conditions de Vie des Ménages
DSE	Direction des Statistiques Economiques
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPC	Indice de Prix à la Consommation
JIRAMA	Jiro Sy Rano Malagasy
KVA	Kilo Volt Ampère
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MTM	Ministère des Transports et de la Météorologie
NTNAC	Nombre des Travailleurs Nouvellement Affiliés à la CNaPS
OMH	Office Malgache des Hydrocarbures
PIB	Produit Interieur Brut
PPN	Produits de Première Nécessité
SCTB	Service de la conjuncture et du Tableau de Bord
SSES	Service des Statistiques des Echanges et Services
T	Tonne
TBE	Tableau de Bord Economique
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VUI	Véhicule Utilitaire Importé

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux d'inflation (en %)	2
Tableau 2 : Glissement annuel des trafics de FRETS sur les 12 Aéroports gérés par ADEMA du premier trimestre des trois dernières années (2020 à 2022)	6
Tableau 3 : Glissement annuel des trafics des PASSAGERS sur les 12 Aéroports gérés par ADEMA au premier trimestre des trois dernières années (2020 à 2022)	6
Tableau 4 : Glissement annuel du trafic ferroviaire du premier trimestre des trois dernières années (2020 à 2022)	7

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Variation mensuelle de l'Indice de Prix à la Consommation	3
Graphique 2 : Glissement annuel de consommation de carburants	4
Graphique 3 : Glissement annuel de la production en électricité de la JIRAMA (en %)	5
Graphique 4 : Glissement annuel de la consommation en eau de la JIRAMA (en %)	5
Graphique 5 : Evolution des nombres de travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS au premier trimestre 2018 à 2022	8
Graphique 6 : Nombre de travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS par secteur pour les trois premiers mois	8
Graphique 7 : Répartition des véhicules nouvellement immatriculés à Antananarivo au premier trimestre de 2022	9
Graphique 8 : Glissement annuel du nombre des véhicules nouvellement immatriculés à Antananarivo	9
Graphique 9 : Evolution des recettes totales et dons au premier trimestre pour les années 2021 et 2022 (en milliards d'Ariary)	10
Graphique 10 : Evolution des dépenses budgétaires au premier trimestre pour les années 2021 et 2022 (en milliards d'Ariary)	10
Graphique 11 : Evolution des dépenses en capital au premier trimestre pour les années 2021 et 2022 (en milliards d'Ariary)	11
Graphique 12 : Glissement annuel de la valeur de l'Ariary par rapport au dollar US et l'Euro	11
Graphique 13 : Montant de la base monétaire et de la masse monétaire M3 (en milliards d'Ariary)	12
Graphique 14 : Evolution du crédit à l'économie (en milliards d'Ariary)	12
Graphique 15 : Evolution des créances nettes sur l'Etat (en milliards d'Ariary)	13
Graphique 16 : Glissement annuel des exportations en 2022 (en %)	13
Graphique 17 : Glissement annuel des importations en 2022 (en %)	14
Graphique 18 : Nombre des arrivées des visiteurs non-résidents aux frontières	14
Graphique 19 : Evolution mensuelle du nombre des arrivées aux frontières et apport en devises des touristes en 2021	15

CONCEPT ET DEFINITION

Secteur Réel

Déflateur du PIB : Indice qui supprime l'effet du prix dans le PIB.

Consommation de produits pétroliers : Les données considérées sont les volumes de ventes mensuelles des sociétés de distribution pétrolière. On entend par volume de ventes les volumes des produits sortis des dépôts pour livraisons au marché local (gros consommateurs et stations-service).

Prix moyens mensuels pondérés des produits pétroliers : Les prix moyens considérés sont calculés sur la base des prix affichés par chaque distributeur et des quantités sorties dépôts de chaque distributeur.

Evolution mensuelle des productions et consommation d'électricité

Production : somme des productions en électricité de tous les centres d'exploitation d'électricité de la JIRAMA.

Consommation : somme des consommations en électricité de tous les compteurs des abonnés JIRAMA.

Prix moyen : prix moyen hors taxes des ventes en électricité ; rapport entre le total des chiffres d'affaires hors taxes et le total des consommations.

Evolution mensuelle des productions et consommation d'eau traitée par la JIRAMA

Production : somme des productions en eau de tous les centres d'exploitation d'eau de la JIRAMA

Consommations : somme des consommations en eau de tous les compteurs des abonnés à la JIRAMA.

Prix moyen : prix moyen hors taxes des ventes en eau ; rapport entre le total des chiffres d'affaires hors taxes et le total des consommations.

Transport

Evolution mensuelle du trafic ferroviaire : Nombre de voyageurs et tonnage de marchandises transportés par voie ferrée.

Evolution mensuelle des trafics de frets sur les 12 Aérodrômes gérés par ADEMA : Tonnage de marchandises transportées par voie aérienne.

Evolution mensuelle des trafics de passagers sur les 12 Aérodrômes gérés par ADEMA: Nombre de voyageurs transportés par voie aérienne.

Evolution mensuelle des travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS

Travailleur : désigne toute personne, qui quels que soient son sexe et sa nationalité, s'est engagée à mettre son activité professionnelle, moyennant rémunération, sous la direction et l'autorité d'une autre personne physique ou morale, publique ou privée, ce, dans les liens d'un contrat de travail écrit ou verbal.

Immatriculation : s'entend de l'opération administrative qui matérialise, par l'attribution d'un numéro d'identification, soit l'affiliation du travailleur, soit l'adhésion de l'employeur à la Caisse Nationale.

Affiliation : s'entend de la démarche administrative et de la situation de droit qui s'ensuit, permettant à la personne concernée et d'être rattachée à la Caisse Nationale, et d'avoir vocation à bénéficier des prestations de sécurité sociale services par celle-ci.

Gens de maison : désigne toute personne attachée au service personnel d'un maître ou de sa famille en qualité de domestique. Il désigne notamment les cuisiniers, les gardiens de maisons, les concierges, les majordomes, les gouvernantes, les femmes de ménages, etc.

Immatriculation

Nouvelles immatriculations de véhicules à Antananarivo : Effectif des véhicules nouvellement immatriculés à Antananarivo selon le genre de véhicule. La source est le Centre d'immatriculation de véhicules Ambohidahy.

Secteur Finances publiques

Evolution des Opérations Globales du Trésor

Les opérations globales du Trésor (OGT) ou Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) décrit toutes les opérations financières effectuées par l'Etat. Il englobe les opérations de recettes et de dépenses de l'Etat, en termes de flux, ainsi que les opérations de financement du solde budgétaire.

- Les recettes et les dons sont établis sur la base caisse (encaissements effectifs)
- Les dépenses sont comptabilisées sur la base des engagements.

Secteur Monétaire

Taux de base bancaire : taux de référence des banques en matière d'octroi de crédit. C'est le taux accordé aux clients présentant les meilleures signatures.

Créances nettes sur l'état du système bancaire (CNE) : sont constituées par les créances brutes du système bancaire (BFM et banques de dépôts) nettes des dépôts ou des avoirs de l'état. Elles font partie des contreparties de la masse monétaire.

Créances bancaires sur l'économie (CE) : sont constituées par le total des créances financières des banques de dépôts consenties aux secteurs autres que le secteur des non-résidents et le secteur de l'administration publique. Les CE sont classées dans les contreparties de la masse monétaire. Elles sont ventilées par terme et détaillées par catégories de bénéficiaires.

Taux créditeurs des banques : taux de rémunération des dépôts.

Masse monétaire (M3) : la masse monétaire est définie comme l'ensemble des engagements du système monétaire (la BFM, les différentes banques de dépôts, la Caisse d'Epargne de Madagascar et le Centre des Chèques Postaux) à l'économie. Elle représente la quantité des moyens de paiements mis à la disposition de cette dernière.

Secteur Extérieur

Touristes : visiteurs qui passent au moins une nuit dans un moyen d'hébergement collectif ou privé à Madagascar

Recette au titre du tourisme : dépenses moyenne des touristes issues de l'enquête dépense de 2008 /2009

Nombre touriste : fondé sur les informations des vols internationaux (régional, international) mensuelles, consolidées annuelles / recettes en devise fondées à partir des dépenses moyennes d'un visiteur non-résident (enquête visiteur)

Evolution mensuelle des exportations et importations : Valeur totale des importations et exportations de marchandises. Source : Direction Générale des Douanes

VUE D'ENSEMBLE DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE AU PREMIER TRIMESTRE

Malgré un contexte national marqué par le passage de plusieurs cyclones et tempêtes (Ana, Batsirai, Dumako, Emnati, et Gombi) qui a laissé sur leurs passages des dégâts considérables dans certaines régions, la conjoncture économique au premier trimestre annonce une amélioration des activités par rapport à la même période en 2021 dans l'ensemble. Avec l'appui de l'Etat, une forte augmentation d'importation de matériaux de construction est enregistrée au premier trimestre. Cependant, les importations des biens d'équipement indiquent un ralentissement probable des investissements, ce qui entraînerait par la suite un ralentissement des activités économiques futures. La baisse des dépenses d'investissement public par rapport à la réalisation de l'année passée explique en partie cette situation. Par ailleurs, le rythme d'augmentation de la masse monétaire et le probable ralentissement de l'économie risquent de créer des pressions inflationnistes.

Un rebond des activités a été observé au niveau de la branche transport en glissement annuel. Les frets aériens débarqués ont augmenté de 46,7% pour une hausse de 3,7% pour les

embarquements. Pour le trafic des passagers, les arrivées et les départs ont respectivement augmenté de 8,1% et 9,4% tirés par le trafic long courrier rendu possible grâce à l'effectivité de la réouverture des frontières après deux ans de fermeture au mois de mars. Seul le trafic ferroviaire fait figure d'exception dans cet élan puisqu'un important recul est enregistré au niveau du réseau Fianarantsoa-Côte-Est. En outre, le nombre de nouveaux cas de contamination à l'épidémie de la Covid-19 s'est également ralenti et s'en est suivi un allègement des restrictions sanitaires. Concernant la consommation de produits pétroliers, la croissance de la consommation du Gasoil s'élève à 25,8% contre 2,5% à la même période de l'année précédente. Par rapport au premier trimestre de l'année précédente, la consommation en électricité des industries et services a augmenté de 3,4% au premier trimestre 2022. La consommation en eau a, quant à elle, augmenté de 12,3% pour les gros consommateurs. Ces deux produits étant des composantes essentielles dans le processus de production pour de nombreuses branches, une hausse de leur consommation traduit une augmentation de la production dans une certaine mesure.

Portant sur les finances publiques, les recettes totales et dons ont cru de 1,8% avec une croissance de 12,7% pour les recettes totales en glissement annuel. Une augmentation à hauteur de 7,2% est enregistrée au niveau des dépenses publiques avec des variations respectives de 21,5% et -39,3% pour les dépenses courantes et les dépenses en capital. Le solde budgétaire s'est davantage dégradé en base engagement avec un montant de 344,7 milliards d'Ariary mais s'est amélioré pour s'étaler à 340,5 milliards d'Ariary en base caisse. Ce déficit a été comblé par financement intérieur à hauteur 68,8%.

Au mois de février, malgré la contraction de la base monétaire de 3,2%, la masse monétaire s'est accrue de 2,2% par rapport à la même période

l'année précédente. En effet, les crédits à court terme et à moyen et à long terme ont respectivement augmenté de 22,5% et de 21,1%. En parallèle, la valeur externe de l'Ariary s'est appréciée de 0,8% par rapport à l'Euro mais a poursuivi sa tendance baissière par rapport au dollar avec une dépréciation de 5,5% au premier trimestre.

Concernant le commerce extérieur, au cours des trois premiers mois, les importations ont été plus importantes que les exportations mais les progressions vont dans le sens opposé. Alors que la valeur des exportations, exprimée en dollar, a augmenté d'un peu plus de la moitié (55,0%) poussée par les exportations de matières premières et des produits alimentaires, les importations n'ont augmenté que de 15,0% dont une baisse de 26,4% pour les équipements.

Au niveau des prix à la consommation, la hausse est de 1,2 point de pourcentage en glissement annuel. Cette hausse résulte de la hausse des prix des produits d'origine locaux qui ont crû de 6,14% et des produits alimentaires qui ont crû de 7,52%. De plus, les prix des produits de premières nécessité (PPN) ont augmenté de 7,37% contre 2,10% en 2020 et 5,74% en 2021.

1. INFLATION

Poursuite de l'accroissement du niveau général des prix par rapport au premier trimestre de l'année 2021

Dans l'ensemble, le prix du panier de consommation des ménages a enregistré une hausse de 6,19% pour le premier trimestre de l'année 2022 par rapport à l'année précédente pour la même période. Après un ralentissement de la hausse des prix, qui est passée de 6,44% à

4,01% en glissement annuel respectivement au premier trimestre de 2019 et 2020, la tendance à la hausse a repris depuis 2021 (5,01%).

Selon la classification par origine des produits, la hausse des prix la plus forte constatée est celle des prix des produits semi-importés¹, qui s'est accru de 7,27%. Cependant, ces produits ne contribuent qu'à hauteur de 9,41% à la variation totale. Quant aux produits locaux, contribuant à hauteur de 84,75% à la variation totale, la hausse des prix est de 6,12%. Les dégâts sur le réseau routier liées au passage des cyclones et des tempêtes pourraient expliquer cette situation. Les prix des produits importés se sont accrus de 5,78% à leur tour. En effet, l'inflation à l'échelle mondiale résultante de la guerre en Ukraine pourrait en être la raison.

Selon la fonction, les produits alimentaires, composante majoritaire du panier de consommation des ménages, ont enregistré une augmentation des prix de 7,46%. Il s'agit également de la catégorie de produit qui contribue le plus à la hausse du niveau général des prix.

Tableau 1 : Taux d'inflation (en %)

	Glissement Annuel	Glissement Trimestriel
ENSEMBLE	6,19	1,93
Produits locaux	6,12	1,85
Produits semi-importés	7,27	3,08
Produits importés	5,78	1,65
Produits alimentaires	7,46	2,27
PPN	7,36	2,34
Riz	4,09	2,21
Energie	2,43	0,55

Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

Croissance modérée du prix de l'énergie

Même face à l'augmentation du prix des produits pétroliers à l'échelle mondiale, la hausse du prix de l'énergie² a été relativement faible pendant ce premier trimestre 2022 avec une évolution de

¹ Produits semi-importés : 50% des matières premières sont importés et 50% des autres composantes sont des produits locaux.

² Energie destinée aux ménages : électricité, Charbon, Gaz, bois de chauffage, carburant.

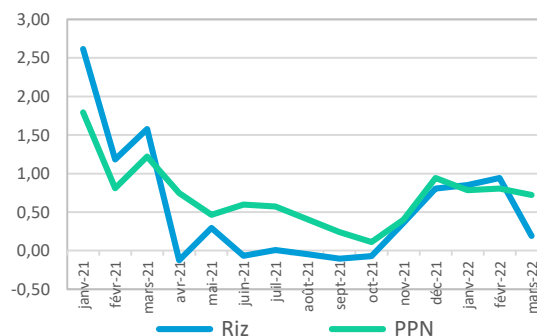
0,55% par rapport au dernier trimestre de l'année 2021. La variation trimestrielle était de 0,01% au premier trimestre de 2021. Parallèlement, en glissement annuel, le prix de l'énergie a augmenté de 2,43% au premier trimestre. Cette hausse est plus importante qu'en 2021 qui était de 1,61% mais reste néanmoins modérée. En remontant plus loin, la hausse du prix de l'énergie est même moins élevée actuellement qu'avant la pandémie du Covid-19 (en 2019 : 6,55%). Serait-ce le résultat de la décision gouvernementale visant à préserver la forêt à travers l'allègement du TVA sur le gaz ?

Rythme de croissance des prix plus rapide pour les PPN

La hausse des prix des PPN, en glissement annuel, est de 7,36% au premier trimestre 2022 alors qu'elle était de 2,10% et 5,74% en 2020 et 2021 respectivement. Le rythme avec lequel les prix ont augmenté, est donc plus rapide que durant la pandémie. En revanche, en glissement trimestriel, le rythme a été plus rapide en 2021 (3,71%) qu'en 2022 (2,21%) au premier trimestre. Par ailleurs, pendant ces trois premiers mois de l'année, la hausse moyenne des prix des PPN était de 0,76% par mois. Pour le riz, en particulier, la hausse du prix a repris depuis le mois d'octobre de l'année 2021. La variation au premier trimestre 2022 a été de 2,21% par rapport au dernier trimestre 2021. Bien qu'il s'agisse toujours d'une augmentation, notons qu'elle est moins importante que la hausse entre 2020 et 2021 qui fait plus du double de l'augmentation actuelle (4,95%). Le même constat se fait en glissement annuel. En 2022, elle était de 4,09% alors que le taux est de 6,88% en 2021. L'avènement de la première saison de la récolte au mois de mars a fléchi cette augmentation pour une variation mensuelle de 0,19% contre 0,85% et 0,94% au cours des deux premiers mois (Cf. Graphique ci-après). Ce ralentissement du rythme

de croissance se devrait se poursuivre au second trimestre. De même, en se référant à la tendance habituelle, les prix des produits locaux seront relativement stables.

Graphique 1 : Variation mensuelle³ de l'Indice de Prix à la Consommation



Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

2. CONSOMMATION DE PRODUITS PETROLIERS

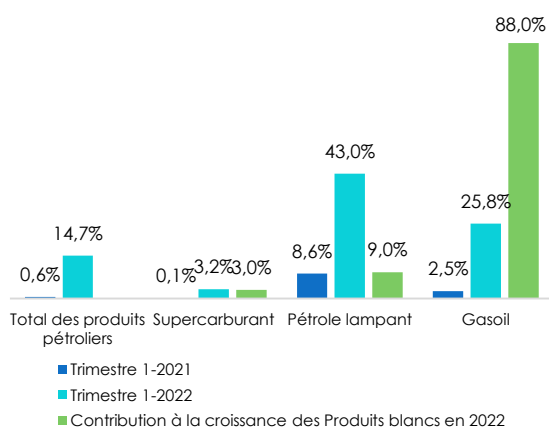
Hausse de la consommation de produits pétroliers au premier trimestre de 2022

Outre son rôle de source d'énergie, la consommation de produits pétroliers donne un aperçu de l'intensité de la circulation des marchandises produites et consommées par les différents acteurs économiques aussi bien que la circulation des individus. La consommation de produits pétroliers a augmenté de 14,7% en glissement annuel au premier trimestre 2022. Cette hausse est particulièrement importante étant donné qu'au premier trimestre 2021, l'augmentation n'a été que de 0,6 % par rapport à 2020. Pour le Gasoil, la hausse a été de 25,8% en

³ La Variation mensuelle = $\frac{Indice(m) - Indice(m-1)}{Indice(m-1)} \times 100$

glissement annuel. Cette croissance peut signifier une poursuite de la reprise des activités économiques notamment pour la branche transport après la crise sanitaire. Concernant le supercarburant et le pétrole lampant⁴, des hausses légères de 3,2% et de 43,0% sont affichées au premier trimestre 2022 par rapport à l'année 2021 (Graphique 2).

Graphique 2 : Glissement annuel de consommation de carburants



Source : INSTAT/DCNM/SCTB – TBE N° 47

Prix des carburants inchangés

Malgré la hausse du prix des produits pétroliers sur le marché international, le prix à la pompe n'a pas bougé depuis le mois de juin 2019 à Madagascar. Les prix sont restés à 4 100Ar le litre pour le supercarburant, 2 130 Ar/litre pour le pétrole lampant et 3 400Ar/litre pour le gasoil et ce, grâce aux subventions accordées par l'Etat aux opérateurs pétroliers.

3. PRODUCTION ET CONSOMMATION EN ELECTRICITE ET EN EAU

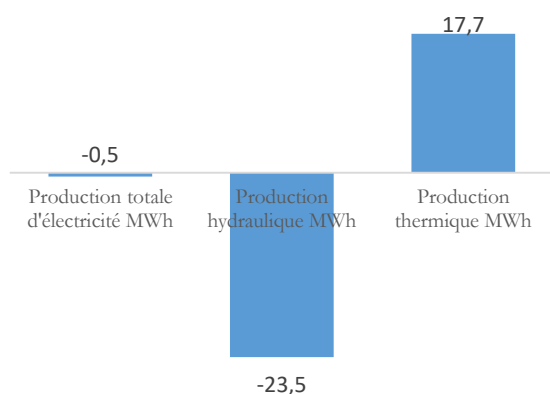
Une légère diminution de la production d'électricité⁵ au premier trimestre de 2022

La production en électricité a diminué de 0,5% au premier trimestre de l'année 2022 par rapport au premier trimestre de l'année 2021. En effet, durant cette période, des travaux de réparation dans la centrale hydroélectrique d'Andekaleka ont été effectués par suite des pannes du deuxième et troisième transformateur alimentant le réseau interconnecté d'Antananarivo causées par un incendie. Au niveau de la production hydraulique, la production a baissé de près d'un quart (23,5%) et a été compensée par une augmentation de 17,7% au niveau de la production thermique. Par ailleurs, au cours du premier trimestre de l'année 2022, environ un tiers de la production (34,0%) a été d'origine hydraulique contre 66,0% pour la production thermique.

⁴ Le pétrole lampant est généralement utilisé par les ménages en milieu rural comme source d'éclairage.

⁵ La production d'électricité comprend deux types de production : la production hydraulique et la production thermique.

Graphique 3 : Glissement annuel de la production en électricité de la JIRAMA (en %)



Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

Une augmentation de la consommation en électricité au premier trimestre de 2022 pour les industries et services, contrairement à une diminution de la consommation pour les ménages

Une progression de 3,4% de la consommation en électricité pour les industries et services et une diminution de la consommation des ménages de 4,2% ont été constatées au premier trimestre de l'année 2022 par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Cette situation s'est inversée comparativement à la même période au cours de l'année précédente. En 2021, la consommation en électricité des industries a baissé de 16,2% alors que celle des ménages a progressé de 12,5%. Cette situation pourrait traduire une relance des activités économiques du pays.

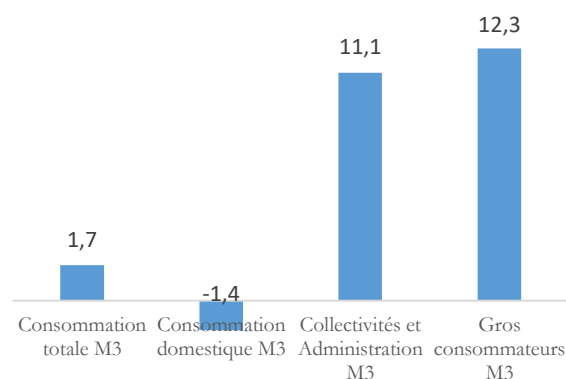
Une timide hausse de la production d'eau au premier trimestre de 2022

La production totale a augmenté de 2,5% au premier trimestre 2022 en glissement annuel alors qu'elle était en baisse en 2021 (-2,3%). Pour la consommation en eau, contrairement à celle des gros consommateurs⁶, la consommation des ménages⁷ a diminué de 1,4%. En effet, comme pour la consommation en électricité, une

⁶ Les gros consommateurs sont les consommateurs atteignant les 1000m³ par mois.

progression de la consommation en eau est constatée pour les industries, qui constituent la majorité des gros consommateurs, ainsi que pour les collectivités et Administration.

Graphique 4 : Glissement annuel de la consommation en eau de la JIRAMA (en %)



Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

A court terme, en particulier, pour le deuxième trimestre de l'année 2022, la hausse de la production d'électricité devrait continuer en se référant à son évolution habituelle à moins que la hausse du prix des produits pétroliers n'affecte la productivité de la JIRAMA.

4. TRANSPORT

Une hausse de près de la moitié des frets aériens débarqués pour l'année 2022 par rapport à l'année 2021 au premier trimestre

Entre les premiers trimestres de l'année 2021 et 2022, les trafics de frets aériens débarqués et embarqués sur les réseaux national, régional et long courrier ont évolué dans des sens différents (Tableau 2).

⁷ La consommation des ménages est la somme de la consommation domestique et de la consommation au niveau des bornes fontaines.

Tableau 2 : Glissement annuel des trafics de FRETS sur les 12 Aéroports gérés par ADEMA du premier trimestre des trois dernières années (2020 à 2022)

Glissement annuel	FRETS DEBARQUES				FRETS EMBARQUES			
	National	Régional	Long courrier	TOTAL	National	Régional	Long courrier	TOTAL
T1 - 2019/2020	-35,6%	3,9%	-30,2%	-20,5%	-43,8%	-23,0%	-37,9%	-33,2%
T1 - 2020/2021	-59,2%	-65,2%	33,7%	-21,2%	-69,1%	-9,0%	72,5%	17,2%
T1 - 2021 /2022	-11,2%	156,7%	25,4%	46,7%	-3,7%	46,5%	-19,1%	3,7%
Contribution à la croissance	-1.9%	61.7%	40.2%	100.0%	-3.6%	425.3%	-321.7%	100.0%

Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°46 & N°47

Les débarquements se sont accrus de 46,7%, passant de 1 219 à 1 788 tonnes. Cette hausse s'explique surtout par la croissance des frets régionaux qui est de 2,6 fois plus élevée qu'en 2021. Le trafic long courrier aussi y a contribué fortement avec une hausse de 25,4%. Pour le trafic national, une baisse de 11,2% est enregistrée, ce qui est beaucoup mieux que la réduction de plus de la moitié enregistrée au cours de l'année précédente. Quant aux embarquements, un accroissement plus faible de 3,7% a été observé. Bien que le trafic régional se soit accru de près de la moitié, la baisse des embarquements pour les trafics long courrier et national, respectivement de 19,1% et 3,7%, a limité la progression des embarquements dans l'ensemble.

Une hausse considérable du trafic des passagers au niveau du réseau international

Concernant le trafic des passagers du premier trimestre de 2021 et celui de 2022, une importante hausse est constatée au niveau du Réseau International que ce soit pour les débarquements que pour les embarquements. Les variations fulgurantes sont respectivement de 624,4% et 469,1%. Rappelons que ces variations étaient de -89,3% et de -88,3% au premier trimestre 2021 ; ainsi que -12,0% et -3,0% au premier trimestre 2020 en glissement annuel. Cette forte

augmentation observée résulte de l'organisation des vols de rapatriements depuis août 2021 vu que la réouverture totale des frontières n'a été

décidées que le samedi 05 mars 2022. Quant au trafic de passager aérien national et régional, embarqué comme débarqué, une baisse des effectifs des passagers a été observée. Néanmoins, ces baisses sont beaucoup moins importantes qu'en 2021. Malgré le dynamisme au niveau du trafic long courrier, la croissance est limitée par la baisse du trafic national. Finalement, les variations totales, en glissement annuel, s'établissent à 8,1% pour les débarquements et 9,4% pour les embarquements au premier trimestre 2022.

Tableau 3 : Glissement annuel des trafics des PASSAGERS sur les 12 Aéroports gérés par ADEMA au premier trimestre des trois dernières années (2020 à 2022)

	Glissement annuel	T1- 2019/2020	T1- 2020/2021	T1- 2021/2022	Contribution à la croissance
PASSAGERS DEBARQUES	National	-7,00%	-56,00%	-24,40%	-250.6%
	Régional	-16,40%	-90,20%	-25,40%	-35.4%
	Long courrier	-12,00%	-89,30%	624,40%	386.0%
	TOTAL	-10,90%	-71,70%	8,10%	100.0%
PASSAGERS EMBARQUES	National	-3,40%	-54,00%	-24,80%	-216.1%
	Régional	-6,90%	-91,10%	-9,90%	-12.6%
	Long courrier	-3,00%	-88,30%	469,10%	328.7%
	TOTAL	-4,60%	-72,70%	9,40%	100.0%

Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°46 & N°47

Une baisse importante du trafic ferroviaire

Concernant le trafic ferroviaire de voyageurs et de marchandises au premier trimestre de 2022 par rapport à celui de 2021, une baisse importante a été constatée au niveau du réseau Sud⁸. La baisse est évaluée à 58,3% pour les voyageurs malgré une hausse de 41,9% l'année précédente. Pour les marchandises, elle est de 46,7%, qui était déjà de 5,8% à l'année précédente. Les baisses sont de 18,0% pour le café et 42,4% pour les fruits. Quant au réseau Nord⁹, le transport des marchandises a augmenté de 10,2%.

Tableau 4 : Glissement annuel du trafic ferroviaire du premier trimestre des trois dernières années (2020 à 2022)

Glissement annuel	Réseau sud voyageur	Réseau sud marchandise	Réseau sud café	Réseau sud fruits	Réseau nord marchandise
T1-2019/2020	-36,8%	77,4%	-12,0%	-18,5%	-23,1%
T1-2020/2021	41,9%	-5,8%	-50,0%	-16,7%	-23,7%
T1-2021/2022	-58,3%	-46,7%	-18,0%	-42,4%	10,2%

Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°46 & Ministère du tourisme

5. TRAVAILLEURS NOUVELLEMENT AFFILIES A LA CNaPS

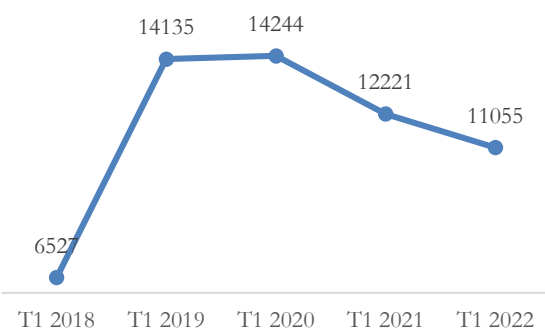
Baisse du Nombre des Travailleurs Nouvellement Affiliés à la CNaPS (NTNAC)

L'évolution de l'activité économique peut être mesurée à travers la création d'emploi qui est elle-même reflétée partiellement par le NTNAC. De 2018 à 2020, le NTNAC s'est accru au premier trimestre en passant de 6 527 à 14 135 puis finalement à 14 244 en 2020. La hausse a été très importante entre les deux premières années avec des effectifs qui ont presque doublé. Au contraire, depuis 2021, la tendance enregistrée est plutôt à la baisse. Cette diminution a atteint un taux de 14,2% en 2021 et 9,5% en 2022 au premier trimestre en glissement annuel. Dans l'ensemble, l'offre d'emploi formel n'a donc pas repris depuis la pandémie.

⁸ Réseau Sud : Fianarantsoa - Côte Est.

⁹ Réseau Nord : Tana - Côte Est, Moramanga - Lac Alaotra, Tana - Antsirabe.

Graphique 5 : Evolution des nombres de travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS au premier trimestre 2018 à 2022

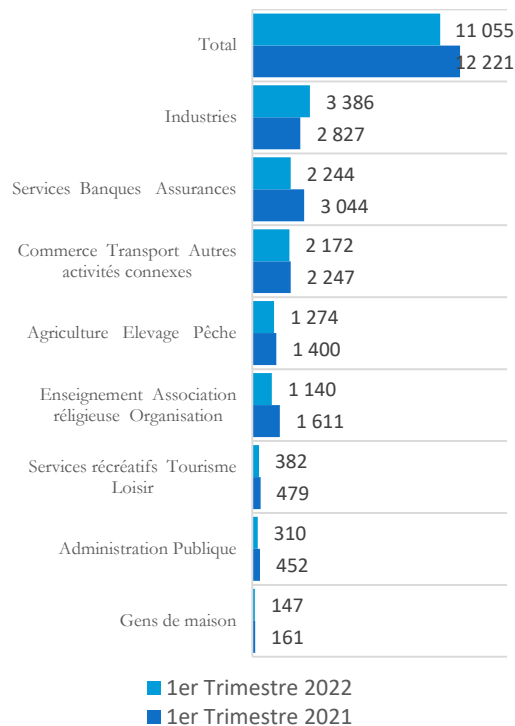


Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°46 & N°47

Une nette reprise du nombre de travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS dans le secteur industriel au premier trimestre

Durant les dix dernières années, en moyenne presque la moitié des travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS sont dans le secteur industriel et le secteur Banque et assurance sur les trois premiers mois (25,1% pour le secteur Industriel et 20,0% pour le secteur Banque et assurance). En 2022, la variation du nombre de travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS déclaré par les industries est positive et s'est accru de près d'un cinquième (19,8%) en glissement annuel. Cependant, pour les autres secteurs, incluant le secteur banque et assurance, le taux a diminué. En effet, les baisses sont respectivement de 31,4% pour l'administration publique ; 29,2% pour l'enseignement et les associations religieuses ; 26,3% pour les services banques et assurances ; 20,3% pour les Services récréatifs, tourisme et loisir ; 9,0% pour l'agriculture, l'élevage et la pêche et 3,3% pour les commerces, transports et autres activités connexes. L'activité ne croît-elle donc que pour les industries ? En termes de contribution, la branche enseignement, association religieuse et organisation est celle qui a le plus contribué à la baisse du NTNAC, ce qui a été contrebalancé par la croissance dans la branche industrie.

Graphique 6 : Nombre de travailleurs nouvellement affiliés à la CNaPS par secteur pour les trois premiers mois

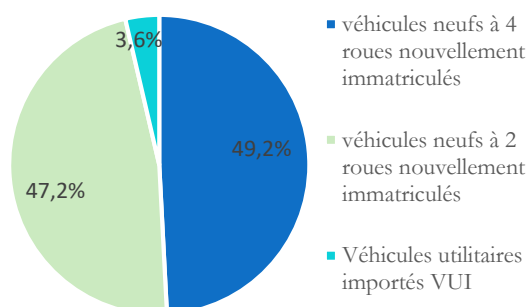


Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°46 & N°47

6. IMMATRICULATION

Concernant l'immatriculation, les véhicules sont classés en trois catégories : les véhicules neufs à quatre roues nouvellement immatriculés, les véhicules neufs à deux roues nouvellement immatriculés et les véhicules utilitaires importés (VUI) ou véhicules d'occasion importés. Pour le 1^{er} trimestre de l'année 2022, près de la moitié des véhicules nouvellement immatriculés à Antananarivo sont des véhicules neufs à 4 roues (49,2%). Les véhicules neufs à 2 roues représentent 47,2% et la part des véhicules utilitaires importés est de 3,6%.

Graphique 7 : Répartition des véhicules nouvellement immatriculés à Antananarivo au premier trimestre de 2022

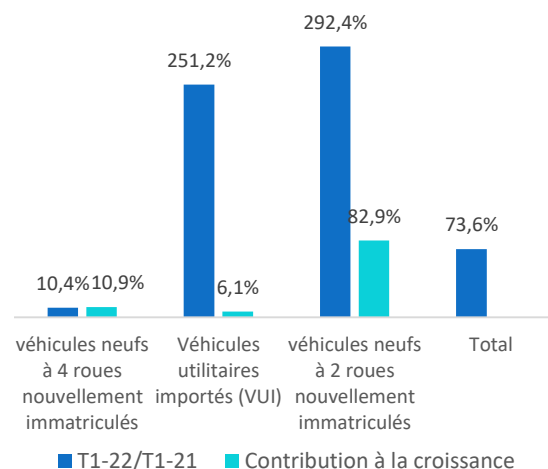


Source : INSTAT/DCNM/SCTB – TBE N° 47

Hausse importante des véhicules neufs à deux roues nouvellement immatriculés

En glissement annuel, le nombre de véhicules à deux roues nouvellement immatriculés à Antananarivo est presque 4 fois plus élevé qu'à la même période en 2021. Une expansion des services de livraison et des taxi-moto (bien qu'illégal) ou simplement un changement de préférence des particuliers en moyen de transport serait-il à l'origine de cette hausse sans précédente ? De même pour les VUI, une forte augmentation de 3,5 fois est enregistrée. Pour les véhicules neufs à quatre roues, les nouvelles immatriculations ont crû de 10,4%. Néanmoins, ce rythme de croissance est trois fois moins rapide qu'au premier trimestre 2021 qui était de 32,4%. Dans l'ensemble, la croissance était de 73,6% et a surtout été par les véhicules neufs à 2 roues.

Graphique 8 : Glissement annuel du nombre des véhicules nouvellement immatriculés à Antananarivo



Source : INSTAT/DCNM/SCTB –TBE N° 47

Au second trimestre de 2022, cette tendance à la hausse devrait se poursuivre, surtout pour les véhicules à deux roues.

7. FINANCES PUBLIQUES

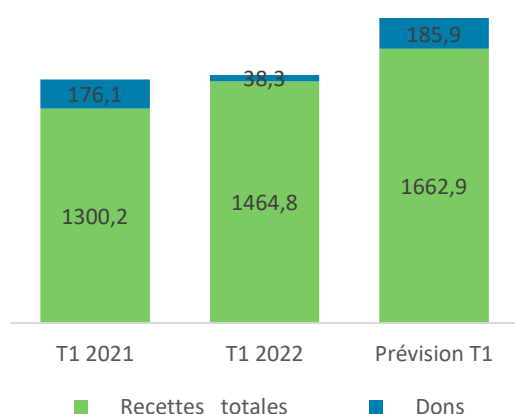
Concernant les finances publiques pour l'année 2022 par rapport à l'année 2021 au premier trimestre, les recettes totales ont progressé de 12,7% et les dépenses totales de 7,2%.

Très faible augmentation des recettes totales et dons pour l'année 2022 par rapport à l'année 2021 au premier trimestre

Les recettes totales et dons s'élevaient à 1503,1 milliards d'Ariary au premier trimestre de 2020 contre 1476,3 milliards d'Ariary au début de 2021. Pour les recettes totales, les montants étaient de 1 464,8 milliards d'Ariary contre 1 300,2 milliards d'Ariary au mois de mars respectivement en 2022 et 2021, soit une hausse de 12,7%. Elles se composent en quasi-totalité de recettes fiscales (99,1%) qui se sont accrues de 13,4%. Les recettes totales se sont améliorées comparativement aux

performances enregistrées au premier trimestre de 2021 pendant lequel le taux de croissance n'était que de 1,8%. Quant aux dons, les montants ont diminué de 78,3% en glissement annuel et l'écart par rapport à la prévision est de 147,7 milliards d'Ariary. Cette baisse résulte surtout de la baisse des dons en capital. Dans l'ensemble, malgré une hausse des recettes totales, les montants collectés restent en dessous des prévisions du Trésor public. Le gap s'élève à 198,1 milliards d'Ariary représentant 13,5% de la prévision. Les prévisions sont optimistes par rapport aux réalisations.

Graphique 9 : Evolution des recettes totales et dons au premier trimestre pour les années 2021 et 2022 (en milliards d'Ariary)



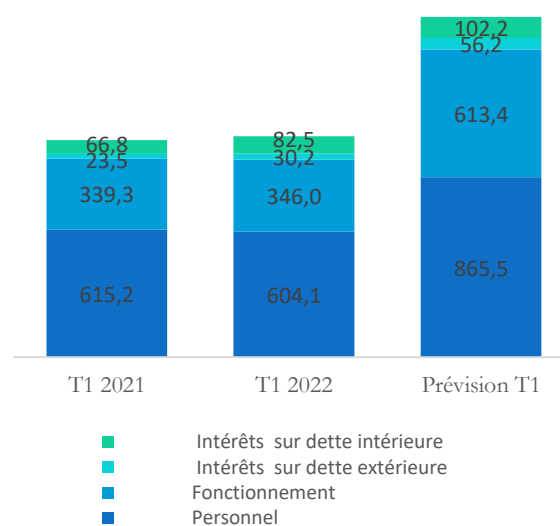
Source : Données du MEF/DGT

Augmentation des dépenses budgétaires en glissement annuel au premier trimestre

A la fin du premier trimestre de l'année 2022, les dépenses publiques s'élèvent à 1 062,7 milliards d'Ariary contre 1 044,9 milliards d'Ariary en 2021 au cours de la même période, soit une hausse de 7,2%. Ce taux est supérieur à la variation de l'année précédente qui était de 5,7% mais reste inférieur aux taux de variation d'avant la crise. Le minimum entre 2017 et 2020 était de 7,9%. En outre, les prévisions ne sont également pas atteintes en matière de dépense. Les dépenses effectives s'établissent à 68,0% des prévisions. Parmi les dépenses courantes, les dépenses de

personnel (56,8%) et de fonctionnement (32,6%) sont les postes auxquels le trésor public dépense le plus. Les dépenses de personnel ont atteint 604,1 milliards d'Ariary contre 615,2 milliards d'Ariary en 2021 au cours de la même période équivalent à une réduction de 1,8%. Cette évolution négative est apparue à partir du mois de février et résulte des travaux de régularisation des soldes et des pensions des fonctionnaires. En revanche, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 1,9%. Les montants payés au titre de la dette intérieure ont augmenté de 23,4% et 28,3% pour la dette extérieure, et représentent ensemble 10,6% des dépenses budgétaires

Graphique 10 : Evolution des dépenses budgétaires au premier trimestre pour les années 2021 et 2022 (en milliards d'Ariary)

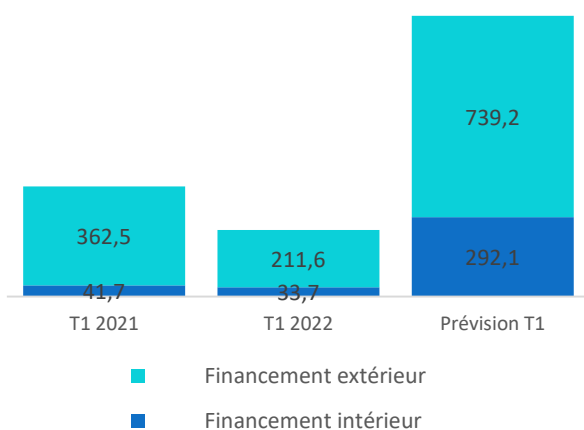


Source : Données du MEF/DGT

Baisse des dépenses en capital

Les dépenses en capital ont baissé de 39,3% au premier trimestre entre 2021 et 2022 en glissement annuel et sont 4,2 fois moins élevées que le montant prévu. Cette baisse est surtout expliquée par la baisse des financements extérieurs généralement plus importants.

Graphique 11 : Evolution des dépenses en capital au premier trimestre pour les années 2021 et 2022 (en milliards d'Ariary)



Source : Données du MEF/DGT

Solde global déficitaire

Sans surprise, les dépenses totales excèdent les recettes totales et dons au premier trimestre. Le déficit global base engagement est de 344,7 milliards d'Ariary. Quant au solde budgétaire base caisse, il s'est amélioré par rapport à la même période en 2021 en passant de 499,3 milliards d'Ariary à 340,5 milliards d'Ariary. Ainsi, l'Etat a recouru à des financements extérieurs à hauteur de 106,4 milliards d'Ariary et des financements intérieurs pour le reste.

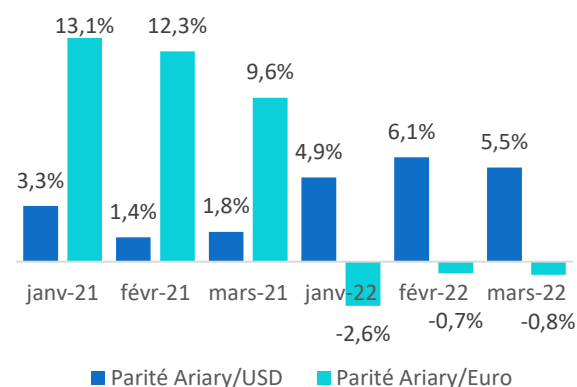
8. SECTEUR MONETAIRE

Parmi les statistiques du secteur monétaire, les indicateurs retenus pour apprécier l'évolution récente dudit secteur aux cours du premier trimestre de 2022 sont les parités du taux de change et les agrégats monétaire et ses contreparties. Faute de données pour le mois de mars, seuls les deux premiers mois seront traités pour ces derniers.

Appréciation de l'Ariary par rapport à l'Euro pour le premier trimestre de l'année 2022

Les devises les plus utilisées à Madagascar sont l'Euro et le Dollar. Leurs cours influencent l'économie malagasy et vice versa. Au mois de mars 2022, la parité Ariary/Euro a connu une régression de 0,8% vis-à-vis de celle de l'année dernière à la même période pour une valeur de 4 480,1 Ariary en 2021 et 4 446 Ariary en 2022. L'Ariary s'est donc apprécié par rapport à l'euro. Pour la parité Ariary/dollar, l'évolution n'est pas la même, elle a augmenté de 5,5% en mars 2022 alors qu'elle était de 1,8% en mars 2021 comparé à celle du mois de février de la même année. Cette dépréciation de l'Ariary vis-à-vis du dollar est due à notre importation excessive durant cette période.

Graphique 12 : Glissement annuel de la valeur de l'Ariary par rapport au dollar US et l'Euro



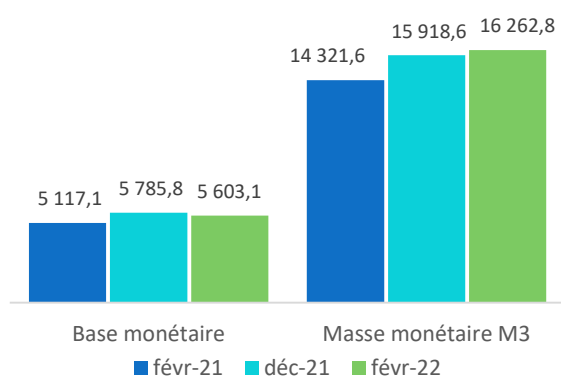
Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

Légère baisse de la base monétaire et hausse de la masse monétaire

Pour l'analyse, la base monétaire et la masse monétaire M3 sont les agrégats monétaires retenus. Cette dernière comptabilise le crédit et la monnaie en circulation. En ce qui concerne la base monétaire, de nombreux auteurs l'utilisent

comme proxy de la politique monétaire¹⁰. Au dernier trimestre de 2021 jusqu'au mois de février 2022, la base monétaire a diminué de 3,2% tandis que la masse monétaire a augmenté de 2,2%. Cette baisse de la base monétaire est plus faible qu'en 2020 (-4,4%) et 2021 (-5,1%) à la même période. Au contraire, pour la masse monétaire, la progression est plus importante qu'en 2020 (-0,9%) et 2021 (0,9%).

Graphique 13 : Montant de la base monétaire et de la masse monétaire M3 (en milliards d'Ariary)

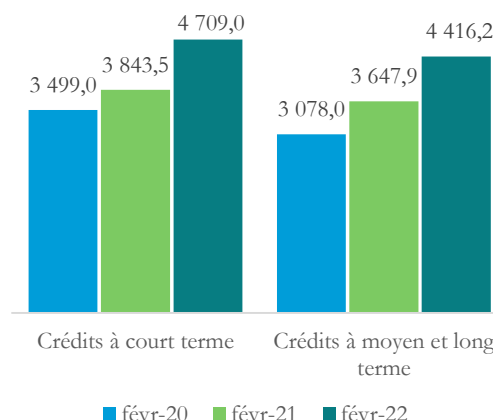


Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

Hausse rapide du crédit à l'économie

Parmi les contreparties de la masse monétaire figurent le crédit à l'économie composés des emprunts octroyés aux entreprises et aux ménages. Le crédit à l'économie a augmenté plus rapidement que pour les années précédentes en se référant à la situation au mois de février. Les hausses sont de 22,5% pour les crédits à court terme et 21,1% pour les crédits à moyen et long terme en glissement annuel en 2022 alors que les taux de variation étaient respectivement de 9,8% et 18,5% en 2021. La répartition du crédit à l'économie selon l'échéance montre que les proportions sont à peu près les mêmes et n'ont quasiment pas changé sur les périodes considérées.

Graphique 14 : Evolution du crédit à l'économie (en milliards d'Ariary)



Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

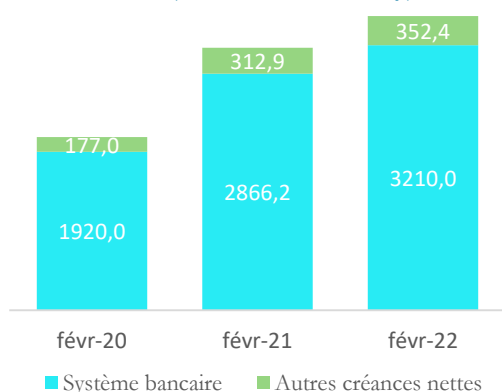
Ralentissement de la croissance du crédit à l'Etat

Parmi les possibilités de financement intérieur, l'Etat peut avoir recours à l'emprunt bancaire pour financer ses dépenses et combler un déficit. En 2021, les créances sur l'Etat du système bancaire se sont accrues de 49,3% au moins de février. En 2022, l'Etat a recouru à moins de crédit bancaire durant les mois de janvier et février comparé à l'année précédente. Le taux a baissé pour atteindre 12,0%. Il en est de même pour les « autres créances nettes¹¹ » dont le taux de variation est passé de 77,2% (2021) à 12,6% (2022) au mois de février en glissement annuel.

¹⁰ Montiel, P., Adam, C., Mbowe, W., et O'Connell, S. (2012). « Financial Architecture and the Monetary Transmission Mechanism in Tanzania ». CSAE Working Paper Series 2012-03, Centre for the Study of African Economies, University of Oxford.

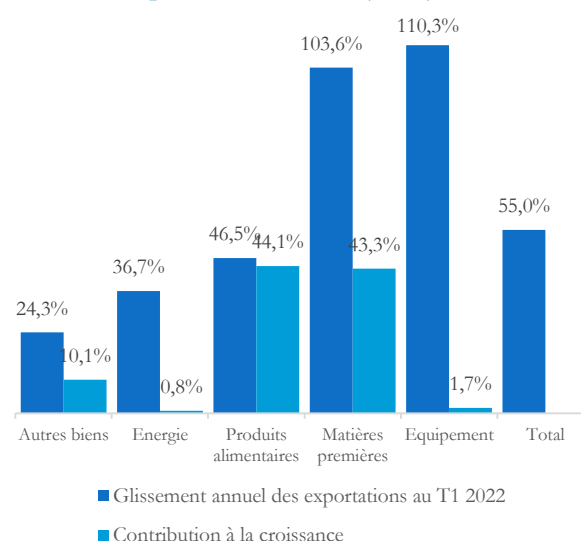
¹¹ Autres créances nettes = Dépôts auprès de la Caisse d'Epargne de Madagascar + Dépôts de comptes de chèques postaux – Encours de lettres de change

Graphique 15 : Evolution des créances nettes sur l'Etat (en milliards d'Ariary)



Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

Graphique 16 : Glissement annuel des exportations en 2022 (en %)



Source : Données INSTAT/DSE/SSES

9. COMMERCE EXTERIEUR

Forte augmentation de la valeur des exportations au premier trimestre de l'année 2022 en glissement annuel

La valeur totale des exportations au premier trimestre 2022 par rapport à celle de 2021 s'est accrue de 55,0%. Les croissances les plus rapides sont celle des équipements¹² (dont réexportations) et celle des matières premières¹³ qui ont connu des hausses respectives de 110,3% et 103,6%. Pour les produits alimentaires, l'augmentation est d'environ la moitié. La croissance minimale est près d'un quart (24,3%) et concerne les autres biens¹⁴. En analysant la contribution à la croissance, ce sont les produits alimentaires et les matières premières qui expliquent l'augmentation des exportations. Ensemble, leur contribution atteint 86,4%.

Nette augmentation de la valeur des importations au début de l'année

En glissement annuel, les importations au premier trimestre de 2022 affichent une hausse de 15,0% en valeur. Contrairement aux exportations, les variations ne sont pas toutes positives parmi les catégories de produits. Les importations d'équipements et produits alimentaires sont en baisse alors que pour les autres, les variations se situent entre 14,3% et 80,9%. La plus forte croissance constatée est celle de l'énergie¹⁵. Quant aux équipements¹⁶, une diminution de 26,4% de la valeur des importations est affichée. Cette diminution annoncerait-elle une baisse des investissements ?

¹² Les exportations d'équipements sont majoritairement composées des groupes électrogènes à moteur à piston à allumage par compression (moteurs diesel ou semi-diesel) d'une puissance excédant 375 kVA (Kilovoltampères) réexportés (23%).

¹³ Les matières premières sont majoritairement composées de Nickel non allié (37%).

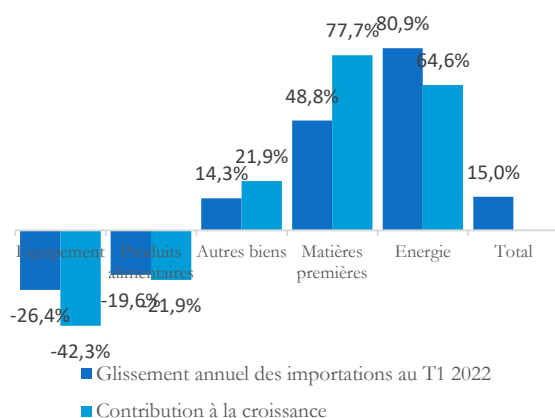
¹⁴ Essentiellement composés de produits textiles (Pantalons, salopettes à bretelles, culottes et shorts (autres

que pour le bain), pour hommes ou garçonnets, de coton) (13%).

¹⁵ Energie : Dont Gas-oil liquéfiés (56%)

¹⁶ Equipement : Dont Véhicules automobiles pour le transport de marchandises à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel), d'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 t, neufs (4%)

Graphique 17 : Glissement annuel des importations en 2022 (en %)



Source : Données INSTAT/DSE/SSSES

Selon les produits, les exportations des principaux produits de rente ont affiché une bonne tenue à l'exception du café. La valeur des exportations de vanille en dollar a augmenté de 34,0% pour 247,6% pour le girofle en glissement annuel. Pour les produits miniers, les exportations ont crû de manière exceptionnelle avec un taux de croissance de 476,7%. La branche textile devrait enregistrer une bonne performance au vu de la croissance des zones franches qui s'établit à 17,6%.

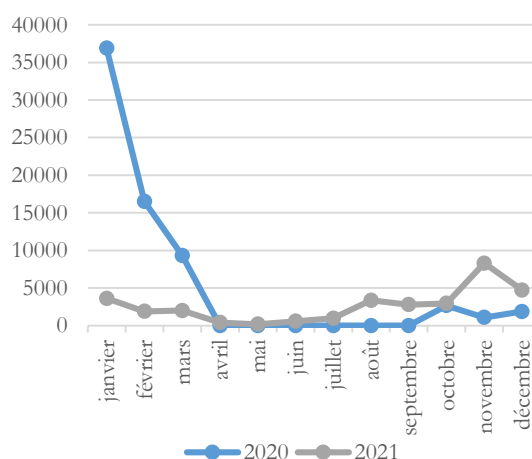
Dans l'autre sens, les importations de ciment (106,5%) et d'énergie (85,6%) ont été très importantes. En effet, durant ce premier trimestre, l'Etat a importé plusieurs milliers de tonnes de ciment en réponse à la hausse continue de leur prix. L'importation de riz a aussi augmenté avec un taux de 13,7% sous l'impulsion de la commande publique. Contrairement aux autres produits, l'importation des équipements a reculé de 19,4%, ce qui pourrait se faire sentir sur le niveau d'investissement futur.

10. TOURISME

Recul du nombre des arrivées des touristes aux frontières pour l'année 2021

Depuis le début de la crise sanitaire mondiale, le secteur du tourisme avec d'autres secteurs a été touché de plein fouet à Madagascar. La fermeture des frontières depuis le 20 mars 2020 jusqu'au 05 mars 2022 a entraîné une baisse drastique du nombre des arrivées des visiteurs non-résidents aux frontières. En glissement annuel, un recul de 53,6% est constaté pour l'année 2021 comparé à l'année précédente. La baisse la plus importante est enregistrée durant le premier trimestre de l'année 2021 vu que durant la même période pour 2020, les activités ont encore pu continuer.

Graphique 18 : Nombre des arrivées des visiteurs non-résidents aux frontières

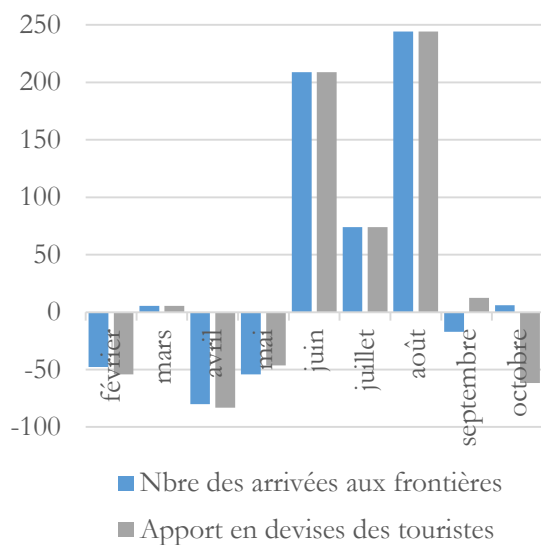


Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

Forte baisse de l'apport en devises

Une forte baisse de 74,1% de l'apport en devises des visiteurs non-résidents a été constatée pour la période de janvier jusqu'en octobre de l'année 2021 par rapport à l'année 2020. La diminution de ces rentrées en devises est l'effet immédiat de la réduction des arrivées des touristes. Ces recettes générées par les visiteurs non-résidents suivent mécaniquement l'évolution du nombre des arrivées aux frontières.

Graphique 19 : Evolution mensuelle du nombre des arrivées aux frontières et apport en devises des touristes en 2021



Source : INSTAT/DCNM/SCTB - TBE N°47

La réouverture récente des frontières présage une relance des activités touristiques. Toutefois, le niveau avant la crise ne pourrait être atteint d'aussitôt. Renforcer la promotion de la destination Madagascar par l'Office National du Tourisme à Madagascar (ONTM) s'avère nécessaire.